APPEL À COMMUNICATIONS

Colloque interrégional

Démocratie substantive, gouvernance du vivant et durabilité dans les îles de l'Océan Indien

Deuxième édition

27–28 août 2026, Antananarivo, Madagascar

1. Contexte et problématique

Les sociétés contemporaines sont confrontées à une multiplication de crises dont les manifestations sont à la fois écologiques, sociales, économiques et politiques[1]. Changements climatiques, érosion de la biodiversité, pression croissante sur les ressources naturelles, accroissement des inégalités, insécurité alimentaire, crises énergétiques ou encore remise en question des institutions représentatives témoignent de l'ampleur des transformations en cours. Ces phénomènes, souvent analysés de manière sectorielle, révèlent pourtant une même interrogation fondamentale : comment organiser la vie collective dans un monde marqué par l'incertitude écologique et la nécessité de repenser les rapports entre les sociétés humaines et le vivant ?

Dans ce contexte, les îles de l'Océan Indien constituent un espace d'observation particulièrement pertinent. Ces territoires partagent un certain nombre de vulnérabilités structurelles liées à leur insularité, à leur dépendance économique, à leur exposition aux aléas climatiques ainsi qu'à la fragilité de leurs écosystèmes. Ils sont également confrontés à des défis communs en matière de gestion des ressources naturelles, de développement territorial, de cohésion sociale et de gouvernance démocratique.

Parallèlement, les transformations en cours mettent en évidence les limites d'une conception de la démocratie réduite à ses seules dimensions institutionnelles et électorales[2]. Si les procédures

[1] Pour une compréhension des dynamiques de crises multiples et des changements sociaux en Afrique, lire : AKINDÈS, F. (2003). Le lien social en question dans une Afrique en mutation. Dans J. Boulad-Ayoub & L. Bonneville (dir.), Souverainetés en crise (pp. 379–403). Québec : L'Harmattan et Les Presses de l'Université Laval.

[2] Lire cet ouvrage pour une compréhension des défis de la démocratie électorale et institutionnelle : AKINDÈS, Francis. Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone. Dakar : CODESRIA, 1995, 246 p.

démocratiques demeurent essentielles, elles ne suffisent plus à répondre aux attentes croissantes des citoyens en matière de justice sociale, d'équité territoriale, de participation aux décisions publiques et d'accès aux ressources indispensables à une vie digne. Les débats contemporains invitent ainsi à porter une attention renouvelée à la notion de démocratie substantive, entendue comme la capacité des institutions politiques à garantir les conditions effectives d'exercice des droits, de participation à la vie collective et de partage équitable des ressources et des opportunités.

Cette réflexion apparaît d'autant plus nécessaire que les questions environnementales occupent désormais une place centrale dans les débats démocratiques. L'accès à l'eau, à la terre, aux ressources minières ou forestières, la préservation des écosystèmes, la sécurité alimentaire[3] ou encore les conséquences sociales des activités extractives ne relèvent plus uniquement de problématiques techniques ou économiques. Elles interrogent directement les modes de gouvernement, les mécanismes de participation citoyenne, les rapports de pouvoir et les formes de justice qui structurent les sociétés contemporaines.

C'est dans cette perspective que la branche de l'Océan Indien de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie a développé, depuis sa création, un programme de réflexion consacré à la gouvernance du vivant. Cette approche vise à analyser les relations complexes qui unissent les communautés humaines, les institutions, les territoires, les ressources naturelles et les différentes formes du vivant. Elle invite à dépasser les oppositions traditionnelles entre nature et société afin d'explorer les conditions d'une coexistence durable fondée sur la responsabilité, la solidarité et la prise en compte des interdépendances écologiques.

La première édition du colloque international, organisée à Antananarivo en mars 2025, a permis d'ouvrir un dialogue fécond entre chercheurs, décideurs publics, acteurs de la société civile et partenaires institutionnels issus de différents pays de la région. Les échanges ont mis en lumière la nécessité de poursuivre les réflexions engagées tout en approfondissant certaines thématiques apparues comme particulièrement structurantes pour l'avenir des sociétés insulaires.

Cette deuxième édition 2026 entend franchir une nouvelle étape. Elle vise non seulement à consolider un espace régional de dialogue scientifique et citoyen à l'échelle de l'Océan Indien, mais également à contribuer, par la production de connaissances et d'espaces de dialogue mobilisables, à une action publique plus ancrée dans les réalités des normes et pratiques démocratiques endogènes. Elle accordera une attention particulière à la mise en débat des enjeux liés à l'extractivisme, à l'accès aux ressources naturelles essentielles, aux dynamiques territoriales, aux inégalités de genre, aux savoirs locaux ainsi qu'aux innovations démocratiques susceptibles de favoriser des trajectoires de développement plus justes et plus durables.

En réunissant chercheurs, doctorants, étudiants, représentants des institutions publiques, organisations de la société civile, praticiens et acteurs de terrain, ce colloque ambitionne de contribuer à la construction d'une communauté régionale de réflexion autour des défis démocratiques et écologiques contemporains. Il entend également promouvoir des perspectives ancrées dans les réalités historiques, sociales, culturelles et environnementales de la région.

[3]World Bank. Development in Africa. World Bank, n.d. Consulté le 18 juin 2026. https://documents1.worldbank.org/curated/en/111191467990311635/pdf/713770WP0FRENC0evelopment0in0Africa.pdf

2. Axes thématiques

Axe 1. Ressources extractives, extractivisme et gouvernance démocratique

Les ressources minières, forestières, énergétiques et halieutiques occupent une place centrale dans les trajectoires économiques de nombreux territoires de l'océan Indien. Leur exploitation ainsi que les chaînes de valeur associées soulèvent des questions majeures relatives à la redistribution équitable des richesses, à la participation des populations concernées, aux impacts et conflits socio-environnementaux, ainsi qu'à la durabilité des modèles de développement.

Cet axe privilégie des analyses articulant économie politique, science politique, sociologie, droit, géographie et sciences de l'environnement, afin de mieux appréhender la complexité des régimes extractifs et leurs transformations.

Axe 2. Eau, communs et citoyenneté environnementale

L'eau est devenue un enjeu stratégique majeur dans de nombreux territoires insulaires. Son accès, sa gestion et sa préservation soulèvent des questions fondamentales de justice sociale, de gouvernance et de démocratie environnementale.

Cet axe met en dialogue sciences de l'environnement, économie des ressources, droit public et environnemental, anthropologie et science politique, afin d'examiner les formes concrètes de gestion collective de l'eau, les conflits d'usage et les nouvelles pratiques citoyennes qui émergent autour des communs hybrides.

Axe 3. Femmes, ruralités, foncier et sécurité alimentaire

Les femmes jouent un rôle déterminant dans les systèmes agricoles, les économies rurales et la gestion des ressources naturelles. Pourtant, leur contribution demeure souvent insuffisamment reconnue dans les mécanismes de gouvernance et les politiques publiques.

Cet axe croise études de genre, économie du développement, sociologie rurale, agronomie, droit foncier et science politique, pour analyser les transformations silencieuses des mondes ruraux, les inégalités persistantes dans l'accès aux ressources et les recompositions des systèmes alimentaires.

Axe 4. Gouvernance du vivant, savoirs locaux et innovations démocratiques

Cet axe entend explorer les approches émergentes qui placent le vivant au cœur des réflexions sur la gouvernance et la démocratie, notamment les communs naturels, les innovations démocratiques environnementales, ou les perspectives comparatives dans les îles de l'Océan Indien.

Il s'inscrit dans une dynamique mobilisant sciences sociales, sciences du vivant, anthropologie, philosophie politique et études environnementales, afin d'interroger les formes émergentes de gouvernance intégrant les interdépendances entre sociétés et systèmes écologiques.

4. Valorisation scientifique

Cette deuxième édition s'inscrit dans une volonté de valoriser les productions du Laboratoire Océan Indien.

Les auteurs dont les propositions seront retenues seront invités à soumettre un article complet. Les textes feront l'objet d'une procédure de relecture scientifique anonyme par les pairs, sous la coordination éditoriale du comité scientifique du colloque. Les auteurs seront invités à intégrer les observations formulées par les évaluateurs avant la validation définitive de leur contribution.

Les communications sélectionnées du colloque seront publiées sous la forme d'un ouvrage collectif ou d'un numéro spécial de revue académique.

Une attention particulière sera accordée aux contributions reposant sur des enquêtes de terrain, des démarches de recherche-action ou des analyses empiriques originales.

5. Modalités de soumission

Les propositions de communication, en français ou en anglais, devront comprendre : le titre de la communication ; l'axe thématique retenu ; le nom et prénom du ou des auteurs ; l'affiliation institutionnelle ; l'adresse électronique ; un résumé de 500 mots maximum ; trois à cinq mots-clés.

6. Calendrier

Lancement de l'appel à communications	**30 juin 2026**
Date limite de réception des propositions	**20 juillet 2026**
Notification aux auteurs	**à partir du 25 juillet 2026**

7. Soumission des propositions

Les propositions devront être soumises sur le lien suivant :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeYDPFVYKYFAWX48KbhltUA7Xx_TGT_yqrASmEF8cVCN5c-3Q/viewform

Contact : onja.harison@innovationdemocratie.org